

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG12/M/2

WT/REG13/M/2

WT/REG14/M/2

WT/REG15/M/2

WT/REG16/M/2

WT/REG20/M/2

8 juillet 1997

(97-2845)

Comité des accords commerciaux régionaux Neuvième session

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET LA BULGARIE, DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET LA HONGRIE, DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET ISRAEL, DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET LA POLOGNE, DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET LA ROUMANIE, ET DE L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE L'AELE ET LA SLOVENIE

Note sur la réunion du 17 mars 1997

Président: S.E. M. Miguel J. Berthet (Uruguay)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/549.
2. Le Comité des accords commerciaux régionaux a poursuivi son examen des accords de libre-échange entre l'AELE et la Bulgarie, l'AELE et la Hongrie, l'AELE et Israël, l'AELE et la Pologne, l'AELE et la Roumanie et l'AELE et la Slovaquie au titre des points B.I à B.VI de l'ordre du jour de sa neuvième session. La réunion a porté sur les thèmes suivants:
 - A. Observations générales
 - B. Observations se rapportant spécifiquement aux accords
3. Le Président a rappelé que l'examen des accords entre l'AELE et Israël (WT/REG14/M/1), la Hongrie (WT/REG13/M/1) et la Pologne (WT/REG15/M/1) avait commencé lors de la quatrième session du Comité. L'examen des accords entre l'AELE et la Bulgarie (WT/REG12/M/1), la Roumanie (WT/REG16/M/1) et la Slovaquie (WT/REG20/M/1) avait commencé lors de sa septième session. Les questions et les réponses mises à jour figuraient dans le document à cotes multiples WT/REG12/2, WT/REG13/3, WT/REG14-16/2, WT/REG20/2. La réunion du jour donnerait aux délégations l'occasion de faire d'autres observations et d'adresser des questions supplémentaires aux parties aux accords.
 - A. Observations générales
4. Le représentant de la Norvège, parlant au nom des parties aux accords examinés, souhaitait faire quelques observations préliminaires sur le processus d'examen. Les Parties avaient hésité à se réunir pour l'examen de ce jour étant donné qu'aucune question nouvelle ne leur avait été posée, mais le Président et le Secrétariat les en avaient persuadées. L'absence de nouvelles questions indiquait que l'examen des faits était pour l'essentiel terminé. Les Parties espéraient que la présente réunion pourrait être la dernière consacrée à l'examen et qu'on pourrait passer aux conclusions. Les comptes rendus analytiques constitueraient une partie importante du rapport.

5. Le représentant des Etats-Unis a exprimé sa satisfaction au sujet des comptes rendus analytiques et a dit qu'ils seraient fort utiles. Lors des premières réunions d'examen consacrées à chacun des accords, sa délégation avait exprimé ses préoccupations au sujet de l'exclusion presque totale de l'agriculture de chacun des accords. Ces préoccupations n'avaient pas diminué durant les derniers mois, mais elles étaient dûment mentionnées dans les comptes rendus analytiques.

6. La représentante de l'Australie a dit que, comme celle des Etats-Unis, sa délégation déplorait que l'agriculture soit presque totalement exclue des accords.

7. Le représentant du Japon a dit qu'il aurait besoin de consulter les autorités de son pays avant de pouvoir dire que la partie de l'examen relative aux faits était achevée.

8. Le représentant de la Norvège a dit que les parties aux accords répondraient aux nouvelles questions durant la réunion et donneraient éventuellement des réponses supplémentaires par écrit. Il ne pensait pas qu'une autre réunion serait nécessaire. Il a rappelé au Comité que les Parties avaient rempli et communiqué le modèle de présentation type une semaine avant la première phase des examens et qu'elles avaient tenté d'accélérer le processus auparavant en fournissant des renseignements.

9. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation considérait le travail accompli par l'AELE dans le processus d'examen comme un exemple à suivre pour toutes les délégations.

10. Le représentant de la Norvège a répondu aux observations faites par les représentants des Etats-Unis et de l'Australie sur la question du champ d'application et de ce qu'ils appelaient "l'exclusion presque totale de l'agriculture". La position de l'AELE et de ses partenaires était exposée dans les comptes rendus analytiques des précédentes réunions auxquelles leurs accords avaient été examinés.

B. Observations se rapportant spécifiquement aux accords

11. Le représentant des Etats-Unis a demandé à chacune des Parties d'indiquer si des taux NPF appliqués à des produits industriels ou agricoles avaient augmenté durant les mois ayant suivi les précédentes réunions d'examen des accords. En ce qui concerne les statistiques, à la réunion du 6 novembre, sa délégation avait relevé que les statistiques fournies concernaient uniquement l'AELE, c'est-à-dire ses importations venant de ses partenaires et ses exportations vers eux. Il importait de connaître, pour pouvoir évaluer l'effet sur les intérêts de tierces parties, le poids du commerce avec l'AELE et du commerce préférentiel dans les pays d'Europe centrale et orientale. A cet effet, la délégation des Etats-Unis avait demandé des statistiques aux six participants aux accords qui ne sont pas membres de l'AELE. L'AELE avait répondu, en substance, que les exportations de l'AELE étaient la contrepartie des importations des partenaires et que les Parties étaient persuadées que l'essentiel du commerce était couvert par chaque accord. A cela, la délégation des Etats-Unis répondait que les données sur les exportations sont notoirement sujettes à caution et qu'il appartenait aux membres du Comité de dire si l'essentiel du commerce était couvert. L'intervenant a renouvelé sa demande de renseignements sur les importations des six parties aux accords non membres de l'AELE et a ajouté que sa délégation souhaiterait que les statistiques fournies à l'automne dernier soient mises à jour si possible.

12. Le représentant de la Norvège a remercié le représentant des Etats-Unis pour sa participation active aux travaux du Comité et sa contribution à la transparence; toutefois, il aurait été utile que les questions des Etats-Unis soient communiquées à l'avance. Du côté de l'AELE, la réponse à la question concernant les taux NPF appliqués était qu'aucun d'entre eux n'avait été majoré dans l'intervalle. En ce qui concerne les statistiques, l'intervenant comprenait le souci de transparence. La délégation

de l'AELE avait fourni, l'automne dernier, des données actualisées et dit que les données sur ses exportations correspondaient aux données sur les importations de ses partenaires. A ce moment-là, les statistiques étaient aussi à jour que possible. Il était impossible de fournir des statistiques plus récentes car celles de 1996 n'étaient pas encore disponibles. Bien que le processus d'examen ait déjà beaucoup duré, la délégation de l'AELE continuerait de répondre aux questions soulevées dans toute la mesure du possible. Elle ne pensait pas que les données sur les exportations ne soient pas fiables.

13. Le représentant de la Pologne a dit que, en ce qui concerne les statistiques, sa délégation souhaiterait que les Etats-Unis précisent si les parties à l'ALENA (NAFTA) avaient fourni des statistiques sur le commerce intra-ALENA sur une base préférentielle ou sur le commerce en général. Le commerce préférentiel à l'intérieur d'une zone de libre-échange concernait les produits originaires de cette zone. En parallèle, il pourrait exister un commerce NPF pour les produits ne satisfaisant pas aux règles d'origine. Quelle était la nature des statistiques fournies par les parties à l'ALENA?

14. A propos des demandes de la délégation des Etats-Unis concernant des renseignements actualisés, le représentant de la Roumanie a évoqué le problème des droits de douane. Sa délégation jugeait normal d'avoir des renseignements sur les tendances des derniers mois. A la réunion précédente, elle avait dit qu'elle n'avait majoré aucun droit de douane, et cela restait vrai aujourd'hui. Les statistiques étaient fiables et reflétaient la réalité du commerce entre la Roumanie et les pays de l'AELE. A la réunion précédente, la délégation roumaine avait fourni des statistiques faisant apparaître à peu près les mêmes tendances que celles indiquées par ses partenaires de l'AELE. Les autorités roumaines étaient en train de mettre au point une base de données intégrée, qui contiendrait l'ensemble des données commerciales et géographiques relatives à la Roumanie et indiqueraient les tendances du commerce entre elle et l'AELE. Ces renseignements seront fournis dès qu'ils seront disponibles.

15. En réponse à la demande des Etats-Unis relative à la mise à jour des statistiques, le représentant de la Hongrie a appelé l'attention sur le réexamen biennal. Le Comité ne devait pas être trop ambitieux, étant donné qu'il aurait ultérieurement des occasions d'examiner l'évolution du commerce dans la zone. La partie de l'examen concernant les faits semblait terminée. Le Comité s'occupait à présent de problèmes artificiels et de questions systémiques qui ne seraient pas réglées dans le contexte de ces accords de libre-échange. Bien entendu, la délégation hongroise répondrait de bonne foi aux questions additionnelles.

16. Le représentant du Japon dit que les droits de douane étaient importants pour l'analyse de conformité avec l'article XXIV:5 b) du GATT. Les Parties pouvaient-elles confirmer qu'elles n'augmenteraient pas les droits NPF appliqués dans l'avenir?

17. Le représentant des Communautés européennes a dit que les Parties pourraient peut-être compléter la réponse à la question 19 du document à plusieurs cotes concernant les règles d'origine, compte tenu de la généralisation du cumul européen durant le premier semestre 1997, à titre de simple mise à jour des faits. Au sujet des observations des délégations de l'Australie et des Etats-Unis sur le champ d'application, il a demandé si ces délégations rejetaient le principe établi par les Parties au paragraphe 28. Le paragraphe 9 énonçait un principe général selon lequel les accords bilatéraux séparés devaient être considérés comme faisant partie des instruments créant les zones de libre-échange. Il y avait un point de principe que le Comité devrait peut-être examiner en détail. Quelles étaient les opinions des délégations ayant posé la question?

18. Le représentant du Canada a dit, au sujet de l'observation faite par le représentant de la Pologne sur les statistiques commerciales de l'ALENA, que, selon ses souvenirs de cet examen, il y avait eu une série de questions et de réponses et que les Parties avaient essayé de mettre à jour les renseignements.

En ce qui concerne le point plus fondamental des modifications apportées par l'AELE et les autres Parties aux taux NPF appliqués lors d'une réunion antérieure, la délégation des Etats-Unis avait contesté le fait que la Pologne ait majoré ses droits pendant qu'elle négociait l'accord de libre-échange avec l'AELE. Les réponses données jusqu'à présent indiquaient qu'aucun droit NPF n'avait été modifié depuis l'automne dernier, mais il serait important d'indiquer dans le compte rendu des faits si l'une quelconque des Parties avait modifié le taux appliqué depuis l'entrée en vigueur de l'Accord. Ce point, relatif à la nature de la marge de préférence, était important pour la transparence.

19. La représentante de l'Australie a dit que sa délégation aussi considérait qu'il importait d'indiquer s'il y avait eu des modifications de droits de douane depuis l'entrée en vigueur de l'Accord. En ce qui concerne le champ d'application de l'Accord et la mention faite par le représentant de la CE du paragraphe 28 concernant les accords bilatéraux portant sur les produits agricoles de base, elle a rappelé le texte du paragraphe 9: "Les arrangements bilatéraux conclus entre chaque pays de l'AELE et les différents pays partenaires signataires des accords améliorent les conditions d'accès aux marchés en éliminant ou en abaissant sensiblement les obstacles tarifaires pour les produits agricoles visés par ces arrangements." Cette phrase semblait mettre en lumière la différence entre le champ d'application de l'accord de libre-échange et celui de l'arrangement bilatéral, en confirmant que l'un paraissait libéraliser le commerce tandis que l'autre ne faisait que réduire les obstacles tarifaires. Si, ainsi que le suggérait la CE, le Comité devait considérer ces arrangements bilatéraux comme des accords de libre-échange, il devrait relire l'article XXIV du GATT, dans lequel l'exemption avait pour but de permettre la création d'une zone de libre-échange et non d'un commerce préférentiel. Le critère de "l'essentiel des échanges commerciaux" (au sujet duquel il y avait aussi des divergences d'opinion) n'exigeait pas que les droits de douane ou les réglementations restrictives soient supprimés pour tous les produits. L'article XXIV ne justifiait pas des droits de douane non nuls et inférieurs aux taux NPF visant à instaurer une marge de préférence. L'article XXIV permettait la création de préférences seulement sous forme de libre-échange. Le paragraphe 28 contenait des dispositions en application desquelles les Parties s'étaient déclarées prêtes à encourager, dans la mesure où la politique agricole le permettait, le développement harmonieux du commerce de produits agricoles et à poursuivre la libéralisation progressive du commerce dans le domaine agricole. Comme l'agriculture semblait presque totalement exclue du champ d'application du libre-échange selon l'Accord, la délégation australienne serait heureuse de recevoir des Parties un rapport écrit sur ce qui avait été accompli dans ce domaine, sur les mesures prises actuellement pour poursuivre la libéralisation du commerce dans le domaine agricole et sur leurs projets en la matière.

20. Le représentant de la Norvège a dit que les parties à l'Accord voulaient répondre en détail à un certain nombre de questions. Afin de gagner du temps, et du fait que ces questions n'avaient pas été présentées à l'avance, sa délégation préférait y répondre par écrit. Beaucoup de ces points avaient déjà été abordés lors d'autres examens, par exemple la question du cumul dans l'examen des accords AELE-pays baltes.

21. Le représentant des Etats-Unis a demandé s'il avait été nécessaire d'ajuster l'Accord de libre-échange entre l'AELE et la Bulgarie à la suite de l'accession de ce pays à l'OMC. En ce qui concerne l'accord Pologne-AELE, la délégation polonaise avait dit qu'elle ne voyait pas de contradiction avec l'article XXIV dans le fait qu'elle ait majoré des droits effectivement appliqués pendant la négociation, mais la délégation des Etats-Unis était d'avis qu'il y avait bien une contradiction. La délégation de la Pologne pourrait-elle expliquer pourquoi, selon elle, l'augmentation pendant la négociation de l'accord des droits effectivement appliqués était conforme à l'article XXIV:5 b)? L'intervenant a remercié le représentant canadien d'avoir répondu aux questions sur l'ALENA.

22. Le représentant du Japon a dit qu'il partageait les préoccupations des Etats-Unis au sujet du fait que la Pologne avait majoré ses droits effectivement appliqués pendant les négociations.

23. Le représentant de la Bulgarie dit que la réponse à la question posée par le représentant des Etats-Unis était non: il n'a pas été nécessaire de procéder à des ajustements après l'accession de la Bulgarie à l'OMC. L'Accord de libre-échange entre l'AELE et la Bulgarie avait été modifié pour respecter l'esprit et les prescriptions de l'OMC avant que la Bulgarie ne devienne Membre. En fait, la Bulgarie avait eu le statut d'observateur au GATT depuis 1967 et elle avait toujours observé ses dispositions et ses exigences.

24. Le représentant de la Pologne dit que, selon lui, les comptes rendus analytiques traduisaient ce qui s'était produit à la réunion de septembre. A l'époque, il n'y avait eu aucune réaction de la délégation des Etats-Unis face à la position adoptée par le gouvernement polonais. Sa délégation n'avait reçu qu'aujourd'hui la question qui avait été promise à cette réunion de septembre et elle y répondrait en temps voulu.

25. Le représentant de la Corée dit que, dans l'intérêt de la transparence, sa délégation apprécierait que les communications écrites soient aussi distribuées aux autres Membres.

26. Le représentant des Etats-Unis dit que sa délégation souhaitait exprimer son insatisfaction au sujet d'un problème récurrent dans le processus d'examen. Les six accords en cours d'examen étaient à peu près identiques - chacun d'entre eux comportait certaines dispositions spécifiques mais les accords de base étaient les mêmes. Chacune des parties à ces accords était également partie à un certain nombre d'autres accords, par exemple avec la CE, l'ALEEC (Accord de libre-échange d'Europe centrale), les Etats baltes, les îles Féroé, etc. En outre, certains pays (à savoir l'Autriche, la Finlande et la Suède) avaient quitté l'un de ces ensembles pour devenir membres d'un autre. Dans l'examen de tous ces accords, la délégation des Etats-Unis avait posé des questions relatives aux chevauchements qui existent entre eux. Représentant un pays extérieur à ce réseau d'accords, elle jugeait important de savoir comment ces accords se répercutaient les uns sur les autres. A la réunion du Comité du 6 novembre, en réponse à ses observations au sujet du "réseau d'accords européens", le représentant de la Norvège avait signalé qu'il s'agissait d'un phénomène mondial et non strictement européen. Certes, il existait des accords commerciaux régionaux dans toutes les parties du monde, mais il n'existait nulle part ailleurs le même genre de réseau, couvrant pour ainsi dire tous les pays d'Europe. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis avait demandé, comme elle l'avait fait à chaque examen, des indications sur la part du commerce relevant des accords préférentiels, avec une ventilation par accord, pour chacun des partenaires. Le représentant de la Norvège avait dit qu'à son avis cette question n'était pas pertinente dans ce contexte mais qu'elle pourrait l'être ailleurs. La contrariété des Etats-Unis venait du fait que cette partie du débat ne semblait pas avancer. Ce Comité était l'organe dont les Membres disposaient pour examiner les accords. Selon la délégation des Etats-Unis, il était pertinent, au moins en ce qui concerne la transparence, de discuter du fonctionnement d'accords analogues et de leurs relations. Elle aimerait que ce débat avance et demandait en conséquence, par souci de transparence, que soient communiquées les statistiques sur la proportion du commerce préférentiel.

27. Le représentant des Communautés européennes a demandé des éclaircissements sur les points soulevés par la délégation des Etats-Unis. Demandait-elle aux parties à une série d'accords préférentiels européens de ventiler leur commerce effectif selon ces accords? Ou bien demandait-elle sous une autre forme le pourcentage du commerce libéralisé dans une série d'accords bilatéraux ou régionaux? Dans le premier cas - l'attribution du commerce effectif à des accords particuliers - la tâche serait difficile. A titre d'exemple, lorsque le taux NPF est nul et qu'il y a commerce, il faudrait arbitrairement imputer ce commerce sur le commerce préférentiel ou sur le commerce NPF. L'intervenant ne voyait pas

clairement la motivation de cette question. Il comprenait le souci dû au fait que le réseau d'accords européens, vu de l'extérieur, semblait compliqué et déroutant, mais il existait des processus conçus pour rendre la situation plus claire, comme la mise au point de la notion de cumul européen. Il aimerait que la délégation des Etats-Unis indique plus clairement quel était l'objectif de cette question.

28. Le représentant des Etats-Unis a dit que les deux délégations pourraient examiner cette question d'une manière informelle et communiquer ensuite au Comité tout éclaircissement éventuel.

29. Au sujet de la remarque faite par les Etats-Unis, le représentant du Japon a dit que les membres de ces accords commerciaux régionaux demeuraient Membres de l'OMC et avaient donc l'obligation d'observer ses règles. Entre le système commercial multilatéral et les accords régionaux, à quoi donneraient-ils la priorité?

30. Le représentant de la Norvège a souscrit à la déclaration faite par le représentant de la CE en réponse à la demande des Etats-Unis au sujet de renseignements statistiques sur le commerce à l'intérieur du réseau d'accords. L'examen en cours était un examen de différents accords de libre-échange et non l'examen d'un réseau d'accords. L'intervenant comprenait le désir des Etats-Unis de clarifier ces questions, mais il était hors de doute que, pris individuellement, les accords étaient conformes à l'article XXIV. Les pays de l'AELE s'étaient efforcés d'apporter le plus de clarté possible dans ce domaine en répondant à toutes les questions qui leur avaient été soumises. Avant la présente réunion, aucune question nouvelle ne leur avait été soumise. La nouvelle notion de cumul, aux fins des règles d'origine, permettait de voir plus facilement les effets des nombreux accords qui existent. La délégation norvégienne était prête à examiner ces questions dans un contexte systémique. En ce qui concerne la question japonaise sur le point de savoir à quoi les Parties donnent la priorité - au système commercial multilatéral ou aux accords commerciaux régionaux - la réponse était "aux deux". Le préambule de chacun des accords insistait sur le fait que rien, dans ces accords, ne devrait être contraire aux dispositions du système GATT-OMC. Cela est important pour l'AELE et ses partenaires. Les accords commerciaux régionaux avaient été négociés en même temps que le Cycle d'Uruguay et les Parties avaient donc cherché à concilier régionalisme et multilatéralisme.

31. Le représentant de la Pologne a complété les observations du représentant de la Norvège au sujet des accords commerciaux régionaux et du système commercial multilatéral en disant que la position des Parties était incluse dans le consensus exprimé dans la Déclaration ministérielle de Singapour.

32. Le représentant de la Norvège a dit que pour sa délégation, les accords de libre-échange et le système commercial multilatéral étaient complémentaires et non contradictoires. Une grande partie du dynamisme du libre-échange, dans le monde entier, provenait d'accords commerciaux régionaux.

33. Le représentant de la Hongrie a dit que, en ce qui concerne le réseau européen d'accords de libre-échange, la seule question pertinente était de savoir dans quelle mesure les accords des Parties étaient conformes à l'article XXIV. La coexistence d'autres accords de libre-échange serait intéressante à examiner dans un autre cadre.

34. Le Président a dit que cette réunion serait la dernière consacrée à l'examen de ces accords. Le projet de conclusions ferait l'objet de consultations dès que possible.

35. Le Comité a pris note des observations formulées.